

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 851

Rubrik: Economie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le travailleur et les saltimbanques

■ (ag) Qui n'avait pas son billet de la tombola Paribas ? Tous, ils étaient gagnants. Au marché gris, l'action était cotée 20% au-dessus de son prix de souscription. On a conclu que le capitalisme était populaire.

La droite, où qu'elle soit, affectionne dans son discours le terme "redressement". Même en Suisse, où l'alternance politique est ignorée, on recense un "Redressement national". Le mot sent la virilité. Chirac, en quête d'une image à la redresse, l'a toujours à la bouche. Mais peut-on avoir le discours de l'effort et vendre des titres de facilité ? : ramasser, sans même se baisser.

Simple effet scénique du théâtre politique français, dira-t-on. Et pourtant la spéculation, ses illusions et ses prises de bénéfice, est générale comme une fièvre. La croissance des années 84 - 85 - 86 a été capitalisée par la bourse au-delà des performances obtenues par les entreprises et les sociétés.

On parle aujourd'hui du relèvement tant redouté des taux d'intérêt américains. Il entraînerait en effet une chute brutale de la bourse. Mais souvenez-vous - c'était en 1981 -, appliquant pour des raisons idéologiques une politique monétariste, Reagan avait fait monter les taux d'intérêt à un niveau supérieur à ce qui est le taux d'usure. Comme le dollar ne présentait pas de risque de perte de change, c'était, à court terme, du "gagner sans effort". Et les banques suisses d'organiser le transfert massif sur les Etats-Unis. Certes, elles faisaient ainsi leur travail. De surcroît, elles y mettaient du zèle. Aux épargnants modestes qui ne pouvaient disposer de 50 000 ou 100 000 frs, on offrait des possibilités de regroupement avec d'autres clients de même condition : chambre commune pour petits spéculateurs. Tant mieux pour eux, ont plaidé les banques.

Mais il faut qu'on cesse alors de tenir un double langage : celui des dures conditions de la compétitivité économique, celui de la compré-

sion des coûts salariaux, de la vérité des prix et, en même temps, celui de la plus-value boursière ou du placement à 15%. Pas possible, sans schizophrénie, de parler contraintes impitoyables de la concurrence et cailles qui tombent rôties.

Les clignotants

Si les prévisions économiques annoncent pour la Suisse en 87 une année de croissance ralentie, mais encore satisfaisante, les indicateurs internationaux sont franchement mauvais.

Déficit budgétaire américain toujours non corrigé ; idem déficit du commerce extérieur ; fin de l'amélioration économique de plusieurs pays d'Amérique latine et du tiers-monde, dont, notamment, le Brésil ; nouvelle acuité du problème de l'endettement mondial et de l'insolvabilité de certains débiteurs ; instabilité et désordre monétaire.

Les artifices ne permettent pas durablement de corriger des situations dégradées. Une dévaluation est un correctif, pas un remède.

Les hommes politiques dont le mandat est bref se sentent tenus d'annoncer des résultats. D'où leur tendance à suivre des économistes doctrinaires. Reagan a passé de l'austérité monétariste à un keynesianisme débridé, dont les effets sont épuisés.

Quiconque sait le temps qu'il faut dans une nation, une entreprise pour que des équipes se forment, des réseaux se tissent etc ... constate le décalage entre les promesses politiques de redressement ou d'expansion et le "temps économique". D'où le recours aux "trucs", dont la spéculation amplifie au jour le jour les effets dopants ou négatifs.

Et la Suisse

On ne saurait dire que la Suisse joue ce jeu, mais elle le subit dans la mesure où tout désordre économique entraîne une réévaluation du franc

suisse. Nous en sommes là. D'où la pression qui va s'exercer dès 1987-88 sur les salaires, de manière concertée.

Il faudra rappeler que de 82 à 86 la retenue salariale a été extrême ; que la prudence salariale (imposée-acceptée) a largement contribué à l'amélioration de l'autofinancement des entreprises. En conséquence, même si l'ensemble des circonstances doit être pesé, il ne saurait être question d'adopter le langage de la rigueur comme s'il y avait eu antérieurement excès.

La sagesse passerait par une concertation active avec les syndicats et les associations du personnel. Enure la redresse et la tombola à la française, il y aurait place pour un style propre.

Mais on peut craindre que le patronat, après avoir bénéficié des bonnes années, ne privilégie les accents virils.

TRAFIC

■ Dans la dernière livraison du bulletin *FSP Informations* (30.01.87), quelques faits ... le poids des chiffres, le choc des images qu'ils suggèrent.

A fin septembre dernier, le parc automobile helvétique était fort de 3,3 millions de véhicules (+ 2,6% en un an). En moyenne nationale : 410 voitures pour 1000 habitants, avec, curieusement, les deux extrêmes situés dans les cantons-villes (310 à Bâle et 475 à Genève). Le record mondial de la motorisation revient aux Etats-Unis (550). En Europe, seule la RFA (415) dépasse la Suisse. 3% environ des véhicules helvétiques sont munis d'un catalyseur.

D'autre part, un rapport de l'Office fédéral de l'environnement nous apprend que les véhicules recensés en Suisse ont parcouru 44 milliards de kilomètres en 1984, dégageant 19 fois plus d'oxyde d'azote, 7 fois plus d'hydrocarbures et 5 fois plus de monoxyde de carbone qu'en 1950. On prévoit pour l'an 2000 une consommation d'essence en hausse de 22% ; malgré le catalyseur, la situation "ne peut pas être envisagée avec optimisme".